

20241022 Tribune de Lyon

<https://tribunedelyon.fr/societe/expulsion-du-squat-neyret-la-gauche-lyonnaise-appelle-letat-a-prendre-ses-responsabilites/>

Expulsion du squat Neyret : La gauche lyonnaise appelle l'État à prendre ses responsabilités

[Lorenzo Calligarot](#) - 22 octobre 2024

Beaucoup d'élus lyonnais s'indignent de l'expulsion qui s'est déroulée ce 22 octobre dans un squat établi au 13 rue Neyret.



Expulsion du squat de la rue Neyret, ce 22 octobre 2024 © Collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse

Une expulsion et beaucoup de réactions. Ce mardi 22 octobre au matin, [les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation d'un squat qui s'était établi au 13 rue Neyret](#), dans le 1er arrondissement. Les services de la préfecture assurent que 33 personnes ont été évacuées et que 5 étrangers en situation irrégulière ont été interpellés. De son côté, le Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse s'est ému de cette évacuation qu'elle considère comme « *dramatique, non seulement pour les 70 jeunes qui y étaient hébergés, mais aussi pour tous les mineurs en recours de la Métropole de Lyon, notamment les 150 jeunes actuellement sous tente au campement Béguin...* », situé dans le 7ème arrondissement.

Lire aussi sur Tribune de Lyon : [Lyon 1er. Les forces de l'ordre évacuent des dizaines de personnes du squat de la rue Neyret](#)

Le sujet ne laisse en tout cas pas indifférent. Les groupes écologistes, socialistes, gauche sociale écologique et apparentés, et communistes et républicains de la ville et de la métropole ont publié un communiqué commun concernant les « *70 jeunes migrants en recours de minorité* » expulsés ce matin. Ils interrogent notamment l'Etat sur les solutions qu'ils comptent apporter aux évacués et alertent sur la précarité de leur situation. Ils estiment que la Ville et la Métropole ont mis en place des dispositifs mais qu'ils ne « *peuvent affronter seules les insuffisances de l'État, qui reste garant de l'accueil inconditionnel, ni compenser à elle*

seule les soubresauts budgétaires d'une politique de solidarité aujourd'hui en grand danger
».

Une expulsion à quelques jours de la trêve hivernale

« Nous rappelons à l'État ses responsabilités à l'égard des personnes vivant à la rue, en particulier vis-à-vis des enfants, mais également des riverains et nous formons le vœu qu'une solution digne et respectueuse de leurs besoins puisse être trouvée », concluent les groupes, par la voix de leurs présidents respectifs. La maire du 1er arrondissement, Yasmine Bouagga, s'est également exprimée sur cette expulsion qui s'est déroulée dans son secteur. Elle déplore cette mise à la rue survenue « à la veille de la trêve hivernale » et sans solution de relogement.

« Cette expulsion précipite dans une précarité aggravée des jeunes vulnérables dont la seule perspective désormais est de rejoindre des campements d'infortune, où ils seront exposés à des conditions météorologiques pénibles, à l'insalubrité et à une mise en danger de leur intégrité physique et psychique », poursuit l'élue, regrettant « qu'aucune solution de relogement ou de mise à l'abri n'a été proposée » aux expulsés. Yasmine Bouagga appelle les autorités préfectorales à trouver des solutions de mise à l'abri immédiates. « Il n'est pas acceptable que ces jeunes dorment à la rue et nul ne doit s'accommoder de cette indignité », conclut la maire.